



Symposium international de la Banque de France : « Banques centrales, quelle voie suivre »

La crise financière de 2008 a considérablement accru les défis à relever par les banques centrales à travers le monde. Celles-ci ont dû d'abord prévenir l'effondrement des systèmes financiers, puis inventer des politiques adaptées à un enchaînement de circonstances inconnues jusqu'alors, de la crise des subprimes aux blocages des marchés monétaires, de la limite à zéro des taux d'intérêt à la crise de la dette souveraine en zone euro. La Banque de France a organisé un symposium international qui a été l'occasion de revenir sur les enseignements à tirer de la crise pour les banques centrales. Il a rassemblé un large groupe de gouverneurs, d'universitaires et de dirigeants issus du secteur privé et des organisations multilatérales. Les débats ont porté sur la conduite de la politique monétaire en présence de dette publique élevée, des mutations du système financier, de l'interaction entre flux de capitaux globaux et les politiques macroéconomiques locales, ainsi que de l'interaction de ces dernières.

Le Symposium et les interventions : <https://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/symposium-international.html>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 6 novembre 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi a déclaré lors de sa conférence de presse : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire [...], nous avons décidé de laisser ces taux inchangés. Dans le sillage des décisions prises le 2 octobre 2014, nous avons commencé, le mois dernier, à faire l'acquisition d'obligations sécurisées dans le cadre de notre nouveau programme. Bientôt, nous commencerons également à faire l'acquisition de titres adossés à des actifs (asset - backed securities – ABS). Les programmes dureront au moins deux ans. Avec la série d'opérations de refinancement à plus long terme ciblées qui seront conduites jusqu'en juin 2016, ces achats auront une incidence notable sur notre bilan, qui devrait retrouver les dimensions qu'il affichait début 2012 [...]. Grâce aux mesures qui ont été mises en œuvre, la politique monétaire a réagi aux perspectives de faible inflation, à un essoufflement de l'élan de croissance et à l'atonie persistante de la dynamique de la monnaie et du crédit [...]. À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, nos mesures de politique monétaire contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux proches de notre objectif. Toutefois, dans une perspective à plus long terme, et en tenant compte de nouvelles informations et analyses, le Conseil des gouverneurs suivra de près et évaluera constamment le caractère approprié de l'orientation de sa politique monétaire. S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Le Conseil des gouverneurs a chargé les services de la BCE et les comités compétents de l'Eurosysteme de veiller à la préparation en temps voulu des nouvelles mesures qui pourraient, le cas échéant, devoir être mises en œuvre. »

2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en septembre 2014, stable comparé à août 2014, mais en baisse par rapport au taux de 12,0 % de septembre 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,1 % en septembre 2014, également stable comparé à août 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,8 % de septembre 2013. Eurostat estime qu'en septembre 2014, 24,512 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,347 millions dans la zone euro. Par rapport à août 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 108 000 dans l'UE28 et de 19 000 dans la zone euro. Comparé à septembre 2013, le chômage a baissé de 1,818 million de personnes dans l'UE28 et de 826 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Allemagne (5,0 %) ainsi qu'en Autriche (5,1 %), et les plus élevés en Grèce (26,4 % en juillet 2014) et en Espagne (24,0 %).

Actualités législatives

Ordonnance n° 2014-1332 du 6 novembre 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au mécanisme de surveillance unique des établissements de crédit :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029717034&dateTexte=&categorieLien=id>

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2014-1332 :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029717027&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2014-1310 du 31 octobre 2014 relatif aux missions du Haut Conseil de stabilité financière :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029689966&categorieLien=id>

Décret n° 2014-1190 du 15 octobre 2014 relatif aux modalités de calcul du taux annuel effectif de l'assurance en matière de crédit à la consommation et de crédit immobilier :

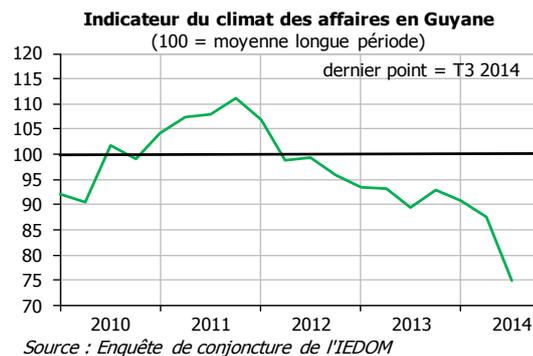
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029597023&dateTexte=&categorieLien=id>

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Premières tendances »



La dégradation de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au troisième trimestre (-12,5 points). L'indicateur atteint son niveau le plus bas depuis 2001. A 75 points, il se situe très en deçà de sa moyenne de longue période (-25 points). Cette évolution s'explique par le pessimisme des chefs d'entreprise quant à l'évolution à court terme de leur activité, de la trésorerie ainsi que des charges d'exploitation.



La publication « Premières tendances » fournit une première estimation de l'indice du climat des affaires. Cet indice, calculé trimestriellement par l'Iedom à l'aide d'une enquête réalisée auprès des chefs d'entreprise de la place, présente divers indicateurs sur la santé des entreprises guyanaises. La publication est disponible gratuitement sur le site de l'Iedom : <http://www.iedom.fr/Guyane>.

Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers



L'observatoire des tarifs bancaires au 1^{er} octobre 2014 est paru en novembre. Pour les tarifs de l'extrait standard, la Guyane recense sur 12 services bancaires, 5 moyennes inférieures et 7 moyennes supérieures à celles des DOM. Elle enregistre également 7 moyennes inférieures ou égales et 5 moyennes supérieures à celles observées en métropole par le Comité consultatif du secteur financier. Selon les données établies par l'observatoire, la Guadeloupe représente le département d'outre-mer où les tarifs bancaires de l'extrait standard sont les plus élevés (10 tarifs moyens au dessus de la moyenne DOM). En revanche à Saint-Pierre-et-Miquelon ces tarifs se situent majoritairement en deçà de la moyenne des DOM.

Cette publication est disponible gratuitement sur le site de l'Iedom : <http://www.iedom.fr>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} novembre 2014, le prix de vente au détail des carburants à 1,67 €/litre pour l'essence (-6 centimes) et 1,47 €/litre pour le gazole (-4 centimes). Le prix de la bouteille de gaz s'établit à 22,03 € contre 22,41 € en octobre, soit une baisse de 38 centimes.

Prix à la consommation

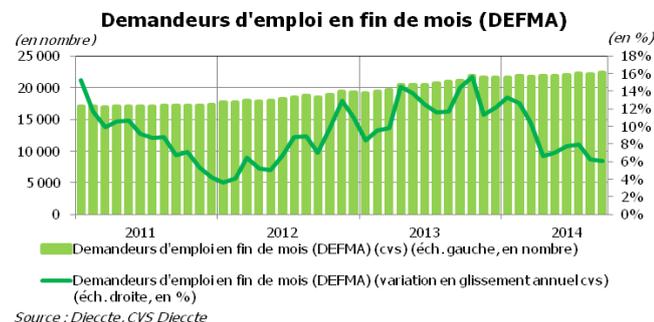
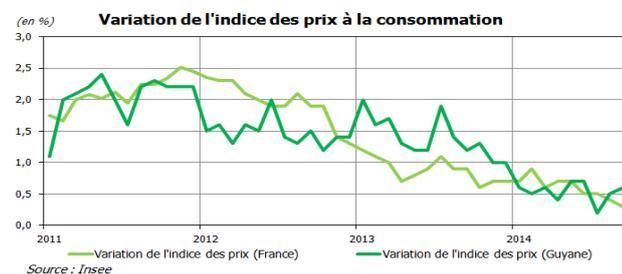
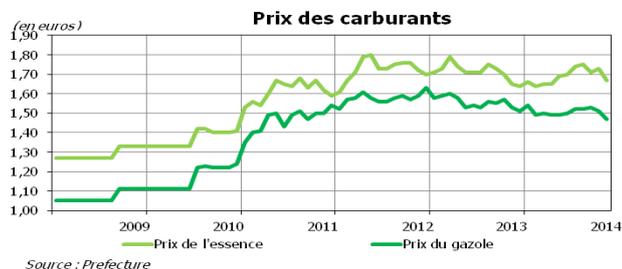
En septembre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère baisse de 0,2 % sur le mois. Ce reflux est lié à la baisse des prix des services (-0,6 %) et de l'alimentation (-0,2 %), atténuant ainsi l'effet de l'augmentation des prix des produits manufacturés (+0,5 %). Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,6 %, en raison de la hausse des prix de l'alimentation (+0,8 %), des services (+0,8 %) et des produits manufacturés (+0,5 %).

D'un niveau supérieur à celui constaté pour la France entière (+0,3 %) et équivalent à celui constaté en Martinique, l'inflation en Guyane reste inférieure à celle observée en Guadeloupe (+0,8 %) et à Mayotte (+1,1 %). A La Réunion, les effets de la baisse des prix de l'énergie conduisent à une légère déflation (-0,3 %).

Emploi

Selon la publication de l'Acoos (Acoos Stat n° 197), au deuxième trimestre 2014, à l'instar des trois autres DOM, la Guyane connaît une dynamique croissante en matière de création d'emplois avec une augmentation de 1,9 % des effectifs salariés du secteur privé en rythme annuel, notamment grâce aux créations d'emplois dans les secteurs des « autres services ». Le territoire national enregistre pour sa part une légère augmentation de 0,1 %. Sur la masse salariale, la Guyane progresse de 3,9 % toujours en rythme annuel, tandis que sur le plan national elle croît en moyenne de 1,6 %.

En septembre 2014, 22 348 (CVS) demandeurs d'emplois de catégorie A étaient inscrits à Pôle emploi, soit une hausse de 0,8 % (CVS) sur le mois et de 6,0 % en glissement annuel (CVS).



Spatial & Convention CNES

Le 16 octobre 2014, avec à son bord une charge de décollage de 10,06 tonnes, Ariane 5 a lancé avec succès depuis le Centre spatial guyanais, deux satellites de télécommunication. Le vol VA220, 62ème lancement réussi d'affilée pour Ariane 5, a pu placer sur orbite d'une part Intelsat 30 constitué par la société américaine Space Systems/Loral (6,3 tonnes) et destiné à fournir à l'opérateur Intelsat des services de télécommunications et de distribution en Amérique latine, et d'autre part, le satellite ArSat-1 (2,9 tonnes) élaboré par la société argentine INVAP, en vue de fournir à l'Argentine son propre système de transmission technologique et de télécommunication via l'opérateur argentin ARSAT.

Le 12 novembre 2014, Rosetta, la sonde spatiale de l'Agence spatiale européenne a libéré le module Philae sur le noyau de la comète 67P, dix ans après l'envoi de la sonde dans l'espace. Cette mission constitue une opération historique, la sonde Rosetta étant la première à atterrir sur une comète et à y poser un robot. Les données enregistrées seront exploitées par les scientifiques pour connaître la composition interne d'une comète et, par extension, les origines du Système solaire et de la Terre.

Le Centre spatial guyanais au cœur des communes de Guyane

Souhaitant « renforcer son action en Guyane, au service du développement de la région », le Centre spatial guyanais a signé le 13 octobre 2014, des conventions bilatérales avec 17 communes afin d'entériner sa volonté d'investir dans des projets économiques, sociaux, éducatifs, sportifs et culturels, pour le développement du territoire. Selon Bernard CHEMOUL, Directeur du CSG, le CNES compte, à travers ces conventions, « apporter son soutien et sa contribution financière, en faveur d'une politique d'aide au développement économique ». L'enveloppe allouée, d'un montant de 12,2 millions d'euros est en augmentation de 7 % par rapport à la précédente période (20,8 millions d'euros alloués entre 2000 et 2013). Cette dernière avait permis de financer presque 800 opérations depuis 2007 dans les domaines de l'aide à la réhabilitation du patrimoine, de l'habitat, des activités sportives, culturelles, touristiques, ainsi que les activités économiques et sociales.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Focus sur le Brésil : Entre croissance molle et inflation

Le Brésil, qui a vu la réélection de la présidente Dilma ROUSSEFF le 26 octobre 2014, connaît un taux d'inflation élevé. En septembre dernier, l'inflation de 6,75 % a conduit la Banque centrale brésilienne à envisager des mesures visant à limiter les pressions inflationnistes, entretenues par les prix administrés et les biens durables. Une hausse du taux directeur de la Banque centrale de 100 à 150 points de base pourrait ainsi être prochainement décidée. Par ailleurs, selon le Ministère du développement, de l'industrie et du commerce extérieur (Mdic), le solde déjà déficitaire de la balance commerciale s'est de nouveau dégradé pour atteindre 1,2 milliard USD en octobre. Ce déficit résulte notamment de (i) la chute des prix des matières premières, (ii) la crise en Argentine et (iii) de la progression des importations dans le secteur pétrolier. Ces évolutions ont conduit les économistes à revoir leurs prévisions de croissance pour 2014 et 2015, passées respectivement de 1,3 % à 0,3 % et de 2 % à 1,4 % (selon le rapport « Perspectives de l'économie mondiale » publié par le FMI). Selon les résultats d'une récente enquête de la Banque centrale du Brésil auprès d'une centaine d'institutions financières, le PIB du pays devrait progresser de 0,2 % cette année, puis de 0,8 % en 2015. Les analystes ont également révisé leurs prévisions d'inflation, à la baisse pour cette année mais à la hausse pour l'an prochain.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Sept-14 128,1	-[0,2%]	[0,6 %]	Insee
		↓	Prix administré du litre d'essence	Nov-14 1,67	[-3,5%]	[1,2%]	Préfecture/Dicctc
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Sept-14 22 858	[2,2%]	[5,9%]	Pôle emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Juin-14 7 967	[0,5%]	[-3,6%]	Pôle Emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Sept-14 17 883	[-0,2%]	[6,7%]	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	Sept-14 10,2 M€ Cumul 85,6 M€	[8,1%]	[10,0%]	Caf
	CONSUMMATION	↓	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Sept-14 11,7 M€ Cumul 128,5 M€	-0,1%	0,8%	Douanes
		↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Sept-14 373 Cumul 2 921	3,7%	9,2%	Somafi
	INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	Sept-14 36,3 M€ Cumul 318,2 M€	18,4%	-6,0%	Douanes
		↓	Ventes de véhicules utilitaires	Sept-14 65 Cumul 736	-9,3%	-21,0%	Somafi
COMMERCE EXTERIEUR	↑	Exportations (3)	Sept-14 22,1 M€ Cumul 139,6 M€	343,3%	139,6%	Douanes	
	↑	Importations (3)	Sept-14 108,6 M€ Cumul 1 093,1 M€	29,6%	-3,3%	Douanes	
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués Satellites lancés	Cumul à Oct-14 8 tirs (5 Ariane 5, 2 Soyouz, 1 Vega) Cumul à Oct-14 14 satellites, et 1 ATV*		6 tirs à Oct-13 13 satellites et 1 ATV*	Arianespace
	BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Sept-14 7 421 tonnes Cumul 63 741 tonnes	4,1%	-14,8%	Ciments guyanais
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	Sept-14 127 kilos Cumul 900 kilos	4,5%	72,1%	Douanes
		↓	Exportations d'or en valeur (3)	Sept-14 3,8 M€ Cumul 26,9 M€	-23,1%	-11,5%	Douanes
		↓	Cours de l'once d'or	Oct-14 1 223,03 \$	[-1,4%]	[-7,0%]	London Bullion Market Assoc./AFD
		↑	Grumes sorties de forêt	Déc-12 20 767 m3 Cumul 74 878 m3	29,8%	215,8%	ONF
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (3)	Sept-14 15 tonnes Cumul 311 tonnes	-33,2%	29,8%	Douanes
		↑	Exportations de poissons (3)	Sept-14 157 tonnes Cumul 881 tonnes	51,1%	78,8%	Douanes
			Exportations de riz (2) (3)	Sept-14 0 tonne Cumul 14 tonnes	n.s	n.s	Douanes
	TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Août-14 54 954 Cumul 306 168	1,1%	13,3%	CCIRG

[Données non CVS]

* ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/14)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,00%	1,00%	1,50%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

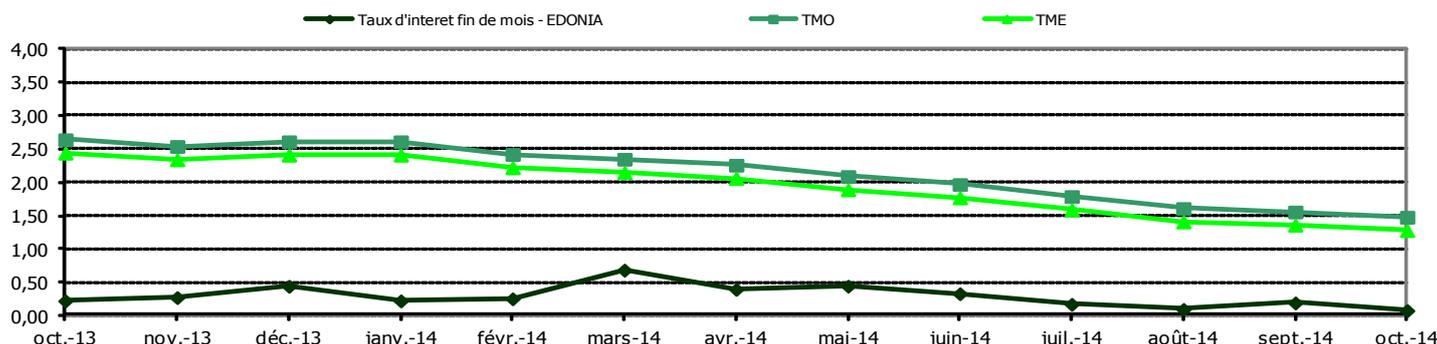
Taux d'intérêt fin de mois - EDONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Mois	Taux	Mois	Taux	Mois	Taux	Mois	Taux
Juillet	0,1770%	Août	0,1010%	Septembre	0,1970%	Octobre	0,0820%
1 mois	0,0100%	3 mois	0,0860%	6 mois	0,1890%	1 an	0,3400%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juillet	1,59%	Août	1,41%	Septembre	1,36%	Octobre	1,28%
Juillet	1,79%	Août	1,61%	Septembre	1,56%	Octobre	1,48%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} octobre 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,85%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,79%
Prêts à taux variable	4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,72%
Prêts-relais	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,53%
Autres prêts		Découverts en compte	13,39%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,28%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,92%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,59%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,47%	Découverts en compte	13,39%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

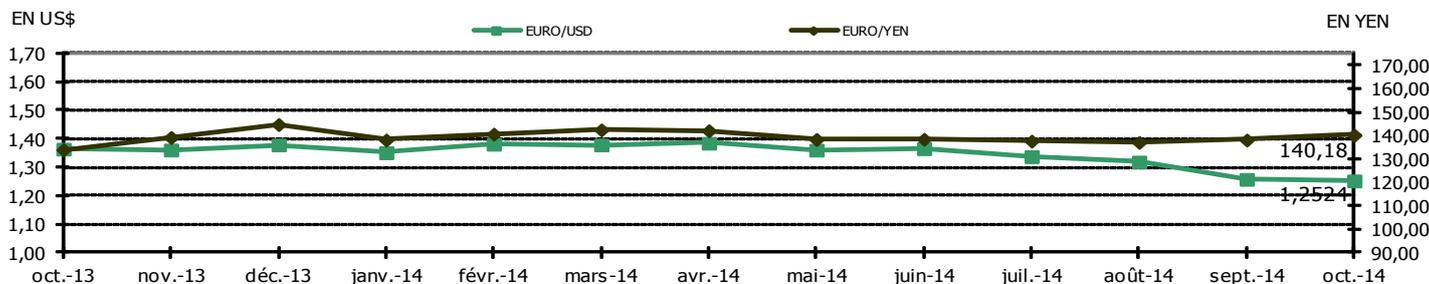
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2524	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,7517	EURO/SRD (Surinam)	4,1323
EURO/JPY (Japon)	140,1800	EURO/BWP (Botswana)	11,5039	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,242
EURO/CAD (Canada)	1,4120	EURO/SCR (Seychelles)	17,7806	EURO/DOP (Rép. Dom.)	55,3159
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7843	EURO/MUR (Maurice)	39,294	EURO/BBD (La Barbade)	2,5055
EURO/SGD (Singapour)	1,6111	EURO/BRL (Brésil)	3,0714	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,9446
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,7125	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,879	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3388,622	EURO/XCD (Dominique)	3,3809	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : F.DUFRESNE
 Editeur et Imprimeur : IEDOM - 8 rue Christophe COLOMB BP 6016 97306 Cayenne CEDEX
 Achievé d'imprimer le 20 novembre 2014 - Dépôt légal : novembre 2014 - ISSN 1240-3814